

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 62

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

59^a Sessione plenaria
(Parigi, 30 novembre-2 dicembre 2010)

Raccomandazione n. 869 ⁽¹⁾

Sulle relazioni transatlantiche nel campo della sicurezza e
della difesa - risposta alla relazione annuale del Consiglio ⁽²⁾

Trasmessa il 28 gennaio 2011

L'ASSEMBLÉE,

(i) Se félicitant des efforts déployés par l'UE pour se doter des instruments qui lui permettront de devenir un acteur crédible sur la scène mondiale dans le domaine de

⁽¹⁾ Adoptée par l'Assemblée le 2 décembre 2010, au cours de sa 4^{ème} séance plénière.

⁽²⁾ Exposé des motifs : voir rapport présenté au nom de la Commission politique par Mme Elsa Papadimitriou, rapporteure (Grèce, Groupe PPE/DC), Document 2091.

la politique étrangère, de sécurité et de défense, tout en constatant qu'elle n'y parviendra que si ses Etats membres sont disposés à subordonner leurs ambitions nationales, souvent héritées du passé, à une politique européenne commune qui soit l'expression des intérêts communs de tous;

(ii) Consciente que l'UE ne fait que commencer à élaborer une politique étrangère commune – laquelle, pour être crédible et digne de ce nom, ne peut être

que le résultat d'une analyse approfondie des intérêts partagés par tous les Etats membres, assortie d'un catalogue complet des actions communes requises pour les faire valoir et les protéger — et que l'on ne peut à ce stade rien espérer de plus que l'expression de positions communes prenant en compte les intérêts communs ainsi définis;

(iii) Rappelant que les Etats-Unis s'inquiètent de la diminution de la contribution européenne à l'OTAN et que si les Européens ne font pas de sérieux efforts pour répondre à ces préoccupations, les Etats-Unis pourraient rechercher d'urgence de nouveaux partenaires dans le domaine de la sécurité;

(iv) Constatant que tous ces développements conjugués pourraient entraîner une érosion tant politique que militaire de l'OTAN, tandis que dans un avenir prévisible, l'UE continuera de dépendre de cette organisation pour sa défense et sa sécurité, en dépit du fait que le Traité de Lisbonne assigne à l'UE et à ses Etats membres l'ambitieux objectif à long terme de se doter d'une certaine autonomie stratégique et de la capacité de défendre l'Union;

(v) Reconnaisant que la crise financière a forcé la plupart des Etats membres de l'UE à réduire considérablement leurs budgets de défense et se félicitant que les Etats membres aient maintenant entamé un processus visant à mieux exploiter leurs ressources en matière de défense en combinant leurs capacités militaires;

(vi) Notant que face à l'évolution rapide des relations entre les puissances mondiales, les Etats membres de l'UE devront dans un avenir proche faire des choix stratégiques sur l'élaboration et la conduite de leur politique étrangère, de sécurité et de défense commune s'ils ont l'ambition de faire jeu égal avec les autres puissances mondiales existantes ou émergentes;

(vii) Notant que même si l'Europe fait les choix nécessaires et prend les dispositions qui s'imposent pour que sa présence dans le monde soit beaucoup plus cohérente, la relation transatlantique constituera selon toutes probabilités un élément parmi d'autres s'inscrivant dans un ordre international plus vaste dont dépendra la gestion d'un certain nombre de défis mondiaux, et conduisant éventuellement à la formation de groupes spécialisés de grandes puissances qui n'incluront pas nécessairement les Etats-Unis et l'UE;

(viii) Considérant que l'importance des relations transatlantiques dépendra dans une large mesure de l'efficacité, de la cohérence et de la fermeté de la politique européenne en réponse aux menaces mondiales et aux défis géostratégiques majeurs, notamment au Moyen-Orient au sens large;

(ix) Considérant que la politique étrangère américaine est fondée sur l'analyse selon laquelle les Etats-Unis ne disposent pas de moyens illimités leur permettant de s'attaquer seuls aux menaces d'origine non traditionnelle et doivent donc coopérer avec d'autres pays, alliés ou non alliés, dont ils partagent les intérêts en vue de parer à ces menaces;

(x) Notant que l'avenir sera sans doute caractérisé par la montée des menaces transnationales, par l'autorité et les capacités grandissantes des puissances émergentes et par une imbrication de plus en plus largement reconnue de la sécurité nationale et internationale;

(xi) N'ignorant pas que le concept de « remise à plat » de la politique américaine à l'égard de la Russie, visant également à développer la coopération sur un certain nombre de questions spécifiques, notamment la réduction et la non-prolifération des armements, a fait craindre que les Etats-Unis puissent être moins enclins à s'opposer aux efforts de la Russie pour rétablir son influence sur son étranger proche;

(xii) Constatant que les relations entre les Etats-Unis et la Chine sont fortement marquées par une interdépendance économique et financière des deux pays et par leur conscience commune de la nécessité d'unir leurs efforts pour gérer les menaces traditionnelles et non traditionnelles, de plus en plus liées, qui pèsent sur la sécurité;

(xiii) Notant toutefois que la coopération entre les Etats-Unis et la Chine est peu susceptible de déboucher sur un accord de type G-2 aux termes duquel les partenaires concluraient des arrangements de portée mondiale, étant donné que plusieurs autres puissances restent des partenaires essentiels pour la gestion des défis mondiaux actuels;

(xiv) Sachant que les Européens seront sans doute amenés à reconnaître que s'il est absolument nécessaire de revoir et de revitaliser les institutions mondiales et internationales et de gérer collectivement les problèmes mondiaux, l'attribution de nouveaux sièges aux puissances émergentes risque d'avoir des incidences sur le poids relatif de l'Europe dans les organes décisionnels de ces institutions;

(xv) Considérant que le discours tant acclamé que le Président Obama a adressé au monde musulman au Caire, en juin 2009, a contribué à améliorer les perceptions existantes, mais que l'objectif final d'élargir la portée de l'engagement américain à l'égard du monde musulman — engagement actuellement axé sur la menace terroriste — de manière à établir des partenariats visant à relever les défis socio-économiques auxquels de nombreuses communautés musulmanes sont confrontées, n'a toujours pas été atteint;

(xvi) Notant également qu'en dépit des efforts soutenus des Etats-Unis pour contribuer au règlement pacifique du conflit israélo-palestinien (considéré comme vital pour l'amélioration des relations entre les Etats-Unis et, plus généralement, l'Occident et le monde arabo-musulman) sur la

base d'une solution à deux Etats, cet objectif n'a toujours pas été atteint;

(xvii) Consciente de l'importance des relations qui se développent au niveau bilatéral entre les Etats-Unis et l'UE dans des domaines tels que l'application de la loi, la lutte contre le terrorisme, la lutte antidrogué, les transports, la sécurité et la non-prolifération, mais considérant qu'il serait de l'intérêt des deux partenaires d'étendre ces relations à d'autres domaines tels que l'acheminement des aides humanitaires, les affaires stratégiques et les questions de sécurité qui n'impliquent pas d'engagements militaires,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES ETATS MEMBRES DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE, EN TANT QUE MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE, À:

1. Intensifier leurs efforts en vue de contribuer au règlement de la question de Chypre qui non seulement crée un climat d'incertitude et d'instabilité pour les deux communautés, mais continue de faire obstacle à l'amélioration de la coopération UE-OTAN, devenue une nécessité urgente;

2. Encourager énergiquement le dialogue entre la Serbie et le Kosovo, comme facteur de paix, de sécurité et de stabilité dans cette région, ainsi qu'il est stipulé dans la Résolution 64/298 de l'Assemblée générale des Nations unies;

3. Poursuivre l'examen de la recommandation de la Commission européenne visant à engager des négociations avec l'ex-République yougoslave de Macédoine tout en invitant cette dernière à parvenir à une solution mutuellement acceptable du conflit qui l'oppose à la Grèce au sujet de sa dénomination, questions s'inscrivant logiquement dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Agenda de Thessalonique;

4. Suivre attentivement les développements politiques en Bosnie-Herzégovine et adopter une position ferme sur la néces-

sité d'introduire enfin des réformes constitutionnelles et contre une nouvelle radicalisation politique;

5. Mettre davantage l'accent sur la complémentarité et sur un partage pragmatique des rôles et des responsabilités dans les relations entre l'UE et l'OTAN, conformément au Cadre établi entre l'OTAN et l'UE;

6. Etudier la possibilité de mettre en place un mécanisme de planification concernant la communauté internationale, au sein duquel l'UE et l'OTAN joueraient un rôle pilote en vue de développer une stratégie interdisciplinaire et inter-organisationnelle pour l'élaboration et la mise en oeuvre d'une approche « globale » de la prévention des crises et, le cas échéant, de la réaction aux crises;

7. Poursuivre le développement des capacités civilo-militaires de l'Union européenne pour lui permettre de mettre en

oeuvre sa politique de gestion de crise indépendamment de l'OTAN dans les cas où celle-ci préfère ne pas intervenir;

8. Ne pas relâcher leurs efforts, de concert avec l'OTAN, pour former, moderniser et étoffer les forces de sécurité afghanes tout en aidant le gouvernement afghan à améliorer ses résultats et sa crédibilité en offrant à tous les citoyens services et protection contre la violence et l'injustice tant qu'il ne sera pas en mesure d'agir de façon pleinement autonome;

9. Approfondir les relations bilatérales entre l'UE et les Etats-Unis en y incluant les questions stratégiques et sécuritaires qui ne comportent pas d'engagements militaires;

10. Poursuivre leurs efforts afin de favoriser un règlement pacifique durable du conflit israélo-palestinien qui prenne en considération la Cisjordanie et la bande de Gaza.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 869 ⁽¹⁾Sulle relazioni transatlantiche nel campo della sicurezza e della difesa - risposta alla relazione annuale del Consiglio ⁽²⁾

L'ASSEMBLEA,

(i) accogliendo con favore gli sforzi dell'UE per la creazione di strumenti che consentano all'Unione di divenire un attore credibile a livello globale nel campo della politica estera, di sicurezza e difesa, ma notando al contempo che potrà riuscirvi solo se gli Stati membri saranno pronti a subordinare le proprie ambizioni nazionali, spesso frutto di retaggi storici, ad una politica europea comune, che sia espressione degli interessi comuni di tutti gli Stati membri dell'UE;

(ii) consapevole che una politica estera europea reale e credibile, possibile risultato di una analisi accurata degli interessi condivisi di tutti gli Stati membri, unitamente ad una classificazione completa delle azioni comuni necessarie a promuovere e a proteggere tali interessi è ancora ad uno stato embrionale e che attualmente ci si può aspettare soltanto l'emergere di posizioni comuni che tengano conto dei precitati interessi condivisi;

(iii) rammentando che gli Stati Uniti sono preoccupati del decrescente contributo europeo alla NATO e che la mancanza

di uno sforzo europeo volto a rispondere a tali preoccupazioni potrebbe indurre gli Stati Uniti a cercare urgentemente nuovi partner in materia di sicurezza;

(iv) notando che la concomitanza di tali sviluppi potrebbe erodere il valore sia militare sia politico della NATO laddove, in un futuro prossimo, l'UE rimane dipendente da tale organizzazione per la propria sicurezza e difesa, nonostante l'ambizioso obiettivo a lungo termine del raggiungimento di un certo grado di autonomia strategica e della capacità di difendersi, che l'Unione e i suoi Stati membri hanno formulato nel Trattato di Lisbona;

(v) riconoscendo che la crisi finanziaria ha costretto gran parte degli Stati membri dell'UE ad apportare sostanziali riduzioni nel bilancio per la difesa e accogliendo con favore il fatto che gli Stati membri abbiano ora dato inizio a un processo volto a utilizzare meglio le risorse per la difesa attraverso l'unione delle proprie capacità militari;

(vi) notando che, in un quadro di relazioni di potere mondiali in rapido mutamento, gli Stati membri dell'UE dovranno effettuare scelte strategiche relative allo sviluppo e alla conduzione della politica estera, di sicurezza e difesa comune nel prossimo futuro, qualora ambiscono a raggiungere lo stesso livello delle

⁽¹⁾ Adottata dall'Assemblea il 2 dicembre 2010 nel corso della sua quarta seduta.

⁽²⁾ Memorandum esplicativo: vedere la relazione presentata a nome della Commissione Politica dall'on. Elsa Papadimitriou (Grecia, Gruppo EPP/CD), Relatore, Documento 2021

altre potenze mondiali esistenti o emergenti;

(vii) notando che, anche se l'Europa compiesse le scelte necessarie, seguite da azioni decisive volte a rendere più coerente la propria presenza mondiale, probabilmente le relazioni transatlantiche saranno solo uno dei numerosi aspetti di un ordine internazionale più ampio che modellerebbe la gestione di numerose sfide mondiali e forse condurrebbe alla formazione di grossi raggruppamenti di potenze, basati su specifiche questioni, senza includere necessariamente la presenza degli Stati Uniti e dell'UE;

(viii) notando che il peso delle relazioni transatlantiche dipenderà essenzialmente dalla reale efficienza, la coerenza e la forza della risposta politica dell'Europa alle principali minacce mondiali e alle sfide geo-strategiche, in particolare nel Medio Oriente;

(ix) considerando che la politica estera statunitense è basata sulla valutazione che ci sono limiti alla potenza degli Stati Uniti di far fronte da solo a minacce derivanti da fonti non tradizionali, e che, laddove gli interessi siano condivisi, sia necessario cooperare con gli alleati, e parimenti con i non alleati, nell'affrontare tali minacce;

(x) notando che il periodo a venire sarà probabilmente caratterizzato dalla crescente importanza delle minacce transnazionali, dall'aumentata affermazione e capacità delle potenze emergenti e dal sempre maggior riconoscimento di come la sicurezza nazionale e internazionale siano connesse tra loro;

(xi) consapevole che il concetto di « reset » della politica statunitense verso la Russia, pensato anche per sviluppare la cooperazione su alcuni problemi specifici tra cui la riduzione e la non-proliferazione degli armamenti, ha originato il timore che gli Stati Uniti possano essere meno disposti a resistere alla Russia qualora essa

cerchi di ristabilire la propria influenza nelle zone limitrofe;

(xii) notando che le relazioni tra Stati Uniti e Cina sono fortemente determinate dall'interdipendenza economica e finanziaria, e dalla consapevolezza comune di entrambe le parti che la gestione delle minacce — tradizionali o non tradizionali — alla sicurezza, sempre più interconnesse, richiede un impegno congiunto;

(xii) notando, tuttavia, che la cooperazione tra gli Stati Uniti e la Cina difficilmente potrà portare all'organizzazione di un G2 in cui tali partner guidino ordini mondiali più ampi, dal momento che alcune potenze rimangono partner essenziali per la gestione delle sfide globali esistenti;

(xiv) consapevole che gli europei potrebbero dover riconoscere che nel processo di una sempre più necessaria revisione e rilancio delle istituzioni mondiali e internazionali e della gestione collettiva di problemi globali, l'attribuzione alle potenze emergenti di nuovi seggi in tali istituzioni potrebbe avere conseguenze per il peso relativo dell'Europa negli organi decisionali;

(xv) considerando che il tanto atteso discorso al mondo musulmano del Presidente Obama al Cairo, nel giugno 2009, ha contribuito ad un miglioramento delle percezioni esistenti, ma che non è ancora stato raggiunto lo scopo ultimo che consiste nell'allargare il raggio di azione dell'impegno statunitense al mondo musulmano, passando dalla focalizzazione sulla minaccia terroristica a partenariati volti ad affrontare le sfide socio-economiche di molte comunità musulmane;

(xvi) notando, inoltre, che la risoluzione pacifica del conflitto israelo-palestinese (ritenuto di vitale importanza per qualsiasi miglioramento nelle relazioni tra gli Stati Uniti, o più in generale l'Occidente, e il mondo arabo e musulmano) per mezzo della soluzione dei due Stati non è stata ancora raggiunta, nonostante dell'impegno

prodigato dagli Stati Uniti per la realizzazione di tale obiettivo,

(xvii) consapevole che esiste una importante e crescente relazione bilaterale tra l'UE e gli USA in settori come l'applicazione della legge, l'antiterrorismo, l'antidroga, i trasporti, la sicurezza e la non-proliferazione e considerando altresì che sarebbe nell'interesse di entrambe le parti estenderla ad altri settori come l'assistenza umanitaria, questioni strategiche e problemi legati alla sicurezza che non comportino impegni militare;

RACCOMANDA CHE IL CONSIGLIO INVITI I PAESI DELL'UEO IN QUALITÀ DI MEMBRI DELL'UE A:

1. accrescere l'impegno per la risoluzione della questione di Cipro, che non soltanto crea un clima di incertezza e instabilità per entrambe le comunità, ma continua anche ad ostacolare il miglioramento della cooperazione tra l'UE e la NATO, urgentemente necessario;

2. promuovere con forza il processo di dialogo tra la Serbia e il Kosovo, cui si riferisce la Risoluzione dell'Assemblea Generale delle Nazioni Unite n. 64/298, contribuendo ad una maggiore pace, stabilità e sicurezza nella regione;

3. continuare l'esame della raccomandazione della Commissione europea per iniziare i negoziati con la ex-Repubblica jugoslava di Macedonia, invitando quest'ultima a giungere ad una soluzione concordata per la disputa con la Grecia riguardo il nome, il che rappresenterebbe logicamente l'applicazione dell'Agenda di Salonicco.

4. seguire da vicino gli sviluppi in Bosnia-Erzegovina, prendendo una posizione ferma sulla necessità di modifiche

costituzionali, in forte ritardo, e contro la rinnovata radicalizzazione politica;

5. porre maggiore enfasi sulla complementarità e la condivisione pragmatica dei ruoli e delle responsabilità nelle relazioni tra l'UE e la NATO, in conformità con il Quadro concordato tra la NATO e l'UE;

6. esaminare la fattibilità della creazione di un meccanismo internazionale di pianificazione comunitaria all'interno del quale l'UE e la NATO assumano un ruolo primario nello sviluppo di una strategia coerente, interdisciplinare e inter-organizzazioni, volta alla creazione e attuazione di un approccio « completo » per la previsione, e se necessario la risposta, alle crisi;

7. sviluppare ulteriormente la capacità civile e militare dell'Unione europea, per fare in modo che essa attui la propria politica di gestione delle crisi indipendentemente dalla NATO, nei casi in cui quest'ultima preferisse non intervenire;

8. portare avanti il proprio impegno, insieme alla NATO, per addestrare, modernizzare e sviluppare le forze di sicurezza afgane, aiutando il Governo afgano a migliorare la propria azione e credibilità nel fornire servizi e protezione dalla violenza e dall'ingiustizia a tutti i cittadini, fino al momento in cui non sarà in grado di agire in piena autonomia;

9. approfondire ulteriormente le relazioni bilaterali tra UE e USA, inserendo questioni strategiche e di sicurezza che non comportano impegno militare all'interno del proprio programma;

10. tenere vivo il proprio impegno nel promuovere una risoluzione pacifica e duratura al conflitto israelo-palestinese, tenendo conto sia della Cisgiordania che della Striscia di Gaza.